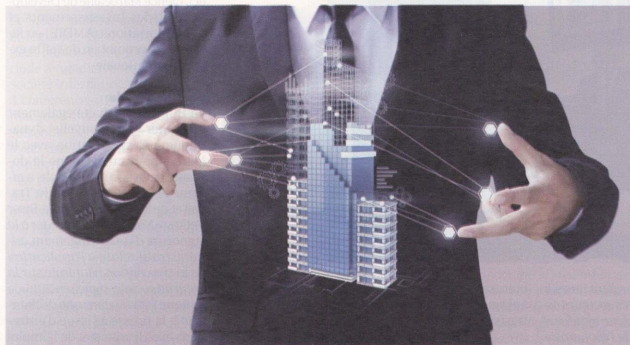


# Investissement. La France courtise les entrepreneurs marocains

Premier investisseur étranger au Maroc, la France veut encourager l'installation d'entrepreneurs marocains sur son sol. Plusieurs entreprises marocaines sont déjà installées dans l'Hexagone. Le stock d'investissement marocain en France est de 382,5 millions d'euros en 2017.



Jihane Gattoui  
j.gattoui@leseco.ma

Le Service économique régional de l'ambassade de France au Maroc se mobilise pour séduire les entrepreneurs marocains désireux de connaître les opportunités d'investissement dans les régions françaises. Cela fait trois ans que «le mois d'investissement en France» est organisé au Maroc. Cette opération touche une quarantaine de pays dans le monde. En Afrique, le royaume fait partie des quatre pays ciblés par la France aux côtés du Nigeria, de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique du Sud. «Depuis quelques années, le Maroc apparaît comme un pays émetteur d'investissements directs étrangers en France», assure-t-on auprès de l'ambassade. Le choix du royaume s'explique par la maturité du tissu entrepreneurial marocain, comme le souligne Marie Cécile Tardieu, chef du Service économique régional à l'ambassade de France à Rabat : «on a confiance dans l'entrepreneuriat marocain». Le stock d'in-

vestissement marocain en France est en croissance. Il est passé de 375 millions d'euros, en 2015, à 382,5 millions en 2017. Les investissements marocains se caractérisent par leur diversité. Les entreprises marocaines agissent principalement dans trois secteurs : les services (transport, logistique, centres d'appel, banques...), les télécommunications et l'agroalimentaire. Au cours des dernières années, des dizaines d'entreprises ont été accompagnées pour donner forme à leurs projets dans l'hexagone. Aucun chiffre précis ne filtre sur le nombre total des entreprises implantées en France. Globalement, la présence des opérateurs maro-

cains dans le marché français reste encore limitée. La France s'attend à une croissance du volume d'investissements directs marocains dans les années à venir, mais sans pour autant fixer un objectif chiffré. Pendant le mois d'investissement, la France fera la promotion de son attracti-



**Les entreprises marocaines opèrent notamment dans trois secteurs : les services, les télécommunications et l'agroalimentaire.**

tivité pour les investissements étrangers auprès des opérateurs marocains. Deux rencontres sont prévues, l'une à Casablanca et l'autre à Agadir. Le choix de la capitale du Souss se justifie par les potentialités dont dispose la région en matière d'industrie agro-alimentaire, l'un des secteurs porteurs aussi bien au Maroc qu'en France. Les exportations de produits agro-alimentaires ont en effet augmenté de 3% en 2017. La France vise le renforcement, sur son sol, de la présence des entreprises marocaines dans ce secteur. Plusieurs questions seront abordées lors du contact direct avec les entrepreneurs marocains, à commencer par «l'attractivité française» pour l'investissement (les réformes et les atouts), l'attractivité douanière et logistiques, les avantages du guichet unique pour internationaliser. L'idée est de déconstruire les idées préconçues, passer au crible les pistes et les opportunités et faciliter l'accès à l'information. La France, qui entend attirer des investissements étrangers dans tous les secteurs, mise sur le renforcement de certains domaines, notamment la recherche et le développement, les nouvelles technologies de l'information, l'intelligence artificielle. Les entrepreneurs qui souhaitent s'inscrire dans cette dynamique seront accompagnés dans les régions françaises qui ont déjà listé leurs besoins. Par ailleurs, il y a lieu de noter que les équipes «Invest» de Business France ont accompagné, en 2017, quelque 677 projets d'investissements étrangers (centre de décision, centre Recherche et développement, site de production, plateforme logistique, etc.).

## Fort potentiel

La France se sert d'un argument de taille pour attirer les investisseurs étrangers : Le marché français pourrait leur servir de hub pour accéder au reste des marchés européens. Elle met en avant ses classements dans plusieurs domaines : 4 groupes bancaires français dans le top 10 européen, 2ème producteur primaire d'énergies renouvelables, 3ème employeur régional, 4ème rang européen de la gestion d'actifs en 2017 (derrière le Luxembourg, l'Irlande et l'Allemagne), 2ème place mondiale pour la qualité et l'accessibilité des services publics en ligne... La France est le premier pays d'accueil des investissements industriels en Europe avec environ 25% des investissements industriels dans le continent. C'est aussi le deuxième plus vaste marché au monde.